

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[S - C - 2005/36046]

Stad Brugge. — Gemeenteraadsbeslissing. — Bekendmaking

Het college van burgemeester en schepenen van de stad Brugge deelt mee dat de bestendige deputatie in zitting van 4 augustus 2005 de gemeenteraadsbeslissing van 28 juni 2005 houdende definitieve vaststelling van de aanpassing van de gemeentelijke verordening op het bouwen, verkavelen en op de beplantingen (artikel 8 - seizoensbouwverbod Zeebrugge) heeft goedgekeurd.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2005/202101]

6 JUILLET 2005. — Circulaire ministérielle relative au raccordement standard gratuit sur le réseau de distribution de gaz naturel

Introduction

L'article 32 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz impose aux gestionnaires de réseaux de distribution des obligations de service public, dont l'obligation de procéder au raccordement standard gratuit pour tout client résidentiel à la demande d'un fournisseur pouvant produire un contrat de fourniture avec ce client. On entend par raccordement standard la conduite de liaison, limitée à 8 mètres à partir du réseau, entre la canalisation principale et l'installation intérieure du client, telle que définie par le règlement technique (article 32, 3^o, c).

Cette disposition a été exécutée par l'arrêté du 4 décembre 2003 (ci-après dénommé "arrêté OSP gaz") relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité. L'arrêté OSP gaz est entré en vigueur le 15 mars 2004.

L'article 24 de cet arrêté prévoit que "*L'ouvrage de raccordement individuel, c'est-à-dire destiné à alimenter un seul point d'accès, comprend le branchement individuel connecté à la canalisation de distribution éventuellement via un branchement collectif ainsi que le dispositif de comptage*".

L'article 25 de l'arrêté OSP gaz ajoute que "*Lorsque le client est dans une zone de distribution gaz, le gestionnaire du réseau est tenu de répondre dans les dix jours à toute demande de raccordement individuel. Sans préjudice de l'article 32, 3^o, c, du décret et conformément aux dispositions du règlement technique, le gestionnaire communique aux clients, endéans le délai susmentionné, les conditions techniques et financières du raccordement ainsi que les délais de réalisation du raccordement*".

Pour un raccordement individuel, seul le coût de la portion du branchement individuel éventuellement nécessaire pour compléter le raccordement standard vers le réseau est à charge du client.

L'article 50 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2004 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci précise que "*le raccordement standard visé à l'article 32, 3^o, c, du décret correspond à la mise en place complète d'un ouvrage de raccordement qui répond aux conditions suivantes* :

1. la distance entre le point d'accès de l'URD demandé et le point de raccordement est de maximum 8 mètres;
2. la capacité de raccordement demandée est inférieure ou égale à 10 m³ (n) par heure;
3. la pression de fourniture demandée est comprise entre 21 et 25 mbar."

En vue d'apporter une réponse à différentes questions relatives à l'application pratique des dispositions légales mentionnées ci-dessus, il est nécessaire de rappeler les principes applicables au raccordement standard au gaz, compte tenu de la législation en vigueur.

La présente circulaire est adoptée après proposition de la CWaPE (CD-5d26-CWAPE-093 du 21 avril 2005).

Principes applicables au raccordement standard gratuit

1. Depuis le 15 mars 2004, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public, les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz ont l'obligation de procéder au raccordement standard gratuit de tout client résidentiel qui en fait la demande. Par conséquent, un client résidentiel ne peut prétendre au raccordement standard gratuit si les travaux de raccordement ont été réalisés ET facturés avant le 15 mars 2004. A contrario, si une seule de ces étapes a eu lieu après le 15 mars 2004, le droit à la gratuité est acquis.

2. La gratuité pour un raccordement est acquise lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le raccordement vise un client résidentiel;
- le raccordement répond à la définition du raccordement standard précisée à l'article 50 du Règlement technique pour la gestion du réseau de distribution de gaz et l'accès à celui-ci.

1. L'article 2, 18^o du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, définit un client résidentiel comme étant un client dont l'essentiel de la consommation de gaz est destiné à l'usage domestique. Dès lors, limiter le bénéfice de la gratuité aux seules demandes de raccordement standard au gaz relatives aux maisons unifamiliales n'est pas conforme à la législation. Sont également visés les immeubles dans lesquels il est procédé à plusieurs raccordements standards au gaz répondant à la définition de l'article 50 du règlement technique. Dans ce cas, le principe 4 est appliqué (branchement collectif, assorti de plusieurs raccordements individuels).

Il importe peu qu'une seule personne introduise une seule demande pour l'ensemble de ces raccordements. Le demandeur ne doit d'ailleurs pas forcément être domicilié à l'adresse du bâtiment concerné par la demande.

2. Lorsque la demande de raccordement concerne plusieurs clients résidentiels, l'ensemble ne constitue pas une demande de raccordement individuel au sens de l'article 25 de l'arrêté OSP gaz, mais un branchement collectif, assorti de plusieurs raccordements individuels, qui fait l'objet d'une évaluation comme extension de réseau, conformément à l'article 2 du même arrêté (schéma n° 1 de l'annexe). Le coût de réalisation du branchement collectif, nécessaire à l'extension du réseau, est donc à charge du gestionnaire de réseau de distribution si le projet de raccordement dans son ensemble présente un caractère économiquement justifié, au sens des articles 27 à 31 de l'arrêté OSP gaz. La rentabilité du branchement collectif sera calculée conformément à l'arrêté ministériel du 14 juin 2004 relatif aux calculs de rentabilité des extensions de réseaux gaziers. Si le projet ne devait pas s'avérer économiquement justifié, une contribution pourrait être demandée au(x) demandeur(s) afin de rendre le projet rentable en vertu de l'article 32, 3°, b, alinéa 4 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Au départ du branchement collectif, chaque ouvrage de raccordement individuel bénéficie du droit à la gratuité s'il répond aux conditions légales pour être considéré comme un raccordement standard au gaz gratuit (consommation à usage domestique, distance de 8 mètres, capacité de raccordement inférieure ou égale à 10 m³ par heure, pression entre 21 et 25 mbar). Cette gratuité sera prise en compte pour l'évaluation du caractère économiquement justifié dont question ci avant.

3. Aucune limite minimale de consommation annuelle ou configuration de l'installation intérieure ne peut être imposée au client pour bénéficier de la gratuité. Une telle exigence reviendrait à ajouter une condition au bénéfice de la gratuité qui n'est pas prévue par la législation. Par conséquent, chauffage central, convecteurs, cuisinière ou simple chauffe-eau bénéficient du même régime. De même, il ne peut être fixé de délai minimal pour l'ouverture du compteur. Toutefois, en application de l'article 107 du Règlement technique pour la gestion du réseau de distribution de gaz et l'accès à celui-ci, à condition de prévenir et d'entendre au préalable le client, le gestionnaire de réseau est autorisé à supprimer le raccordement aux frais du client, ou à facturer des frais d'entretien pour un raccordement qui ne serait pas utilisé pendant un an. Le cas échéant, le gestionnaire du réseau de distribution doit faire mention de ces dispositions dans sa réponse à la demande de raccordement.

4. Pour un raccordement standard, la gratuité porte au minimum sur les postes suivants :

- le creusement de la tranchée en domaine public;
- le creusement de la tranchée en domaine privé là où le terrain est meuble et ne présente pas d'obstacle;
- le remblaiement de la tranchée en domaine public et privé;
- la réfection du revêtement de surface en domaine public;
- le tuyau et sa pose;
- les accessoires suivants et leur montage : vannes de piquage, écrêteurs, détendeurs, dispositif de comptage, coffret extérieur;
- la traversée de façade et l'obturation, à l'exclusion de la boucle multi-services si elle est requise;
- la connexion au point de raccordement (sur canalisation principale ou branchement collectif);
- l'étude pour la réalisation du raccordement;
- la mise en service du point d'accès, telle que décrite au règlement technique.

1. En application de l'article 25 de l'arrêté OSP gaz, lorsque la distance entre le point de raccordement au réseau et le point d'accès dépasse huit mètres, l'examen de la gratuité portera sur la portion du branchement de minimum huit mètres, distance comptée à partir du point d'accès. Le coût de la portion complémentaire nécessaire pour prolonger le branchement vers le point de raccordement au réseau existant ou au branchement collectif pourra être mis à charge du client (voir schéma n° 2 de l'annexe).

Namur, le 6 juillet 2005.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

**Annexe à la circulaire ministérielle du 6 juillet 2005
relative au raccordement standard gratuit sur le réseau de distribution de gaz naturel**

Schéma n° 1 - Branchement collectif.

Schéma n° 2 - Branchement > 8 mètres.

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 6 juillet 2005 relative au raccordement standard gratuit sur le réseau de distribution de gaz naturel.

Namur, le 6 juillet 2005.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2005/202101]

**6. JULI 2005. — Ministerielles Rundschreiben
bezüglich des kostenlosen Standardanschlusses an das Erdgasversorgungsnetz**

Einleitung

Durch Artikel 32 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts werden den Betreibern von Versorgungsnetzen Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auferlegt, unter denen die Verpflichtung, für jeden Haushaltskunden einen kostenlosen Standardanschluss auf Anfrage eines Versorgers, der einen Gasliefervertrag mit diesem Kunden vorlegen kann, einzurichten. Unter Standardanschluss versteht man die auf 8 Meter ab dem Netz begrenzte Verbindungsleitung zwischen der Hauptleitung und der Innenanlage des Kunden, so wie in der technische Regelung bestimmt (Artikel 32, 3°, c).

Diese Bestimmung ist durch den Erlass vom 4. Dezember 2003 (weiter unten "Erlass Verpflichtungen öffentlichen Dienstes (VÖD) Gas" genannt) über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt durchgeführt worden. Der Erlass VÖD Gas ist am 15. März 2004 in Kraft getreten.

In Artikel 24 dieses Erlass ist Folgendes vorgesehen : «*Das individuelle Anschlussbauwerk, das heißt welches für die Speisung einer einzigen Zugangsstelle bestimmt ist, setzt sich aus der individuellen Anschlussleitung, die unter Umständen via einen kollektiven Anschluss an die Verteilerkanalisation angeschlossen ist, sowie aus der Zählvorrichtung zusammen.*»

In Artikel 25 des Erlasses VÖD Gas wird Folgendes hinzugefügt : «*Wenn sich der Kunde in einem Gasverteilungsgebiet befindet, ist der Netzbetreiber verpflichtet, innerhalb von zehn Tagen auf jeden Antrag auf einen individuellen Anschluss zu antworten. Unbeschadet des Artikels 32, 3°, c) des Dekrets und gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung übermittelt der Betreiber den Kunden innerhalb der vorerwähnten Frist die technischen und finanziellen Bedingungen für den Anschluss, sowie die Fristen für dessen Durchführung.*

Für den individuellen Anschluss gehen lediglich die Kosten für den Abschnitt der individuellen Anschlussleitung, der unter Umständen zur Ergänzung des Standardanschlusses zu dem Netz erforderlich ist, zu Lasten des Kunden.»

In Artikel 50 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2004 über die technische Regelung für die Verwaltung der Gasversorgungsnetze und den Zugang zu diesen Netzen wird Folgendes bestimmt : «*Der in Artikel 32, 3°, c) des Dekrets erwähnte Standardanschluss entspricht der vollständigen Einrichtung einer Anschlussvorrichtung, die den folgenden Bedingungen genügt:*

1. die Entfernung zwischen der beantragten Zugangsstelle des "URD" und der Anschlussstelle beträgt höchstens 8 Meter;
2. die beantragte Anschlusskapazität beträgt höchstens 10 m³ (n) pro Stunde;
3. der beantragte Versorgungsdruck befindet sich zwischen 21 und 25 mbar. ».

Um verschiedene Fragen in Bezug auf die praktische Anwendung der oben erwähnten gesetzlichen Bestimmungen beantworten zu können, ist es notwendig, an die auf den Standardgasanschluss anwendbaren Grundsätze zu erinnern, dies unter Berücksichtigung der geltenden Gesetzgebung.

Das vorliegende Rundschreiben wurde nach Vorschlag der "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie) (CD-5d26-CWAPE-093 vom 21. April 2005) angenommen.

Auf den kostenlosen Standardanschluss anwendbare Grundsätze

1. Seit dem 15. März 2004, als der Erlass vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes in Kraft trat, müssen die Betreiber von Gasversorgungsnetzen den kostenlosen Standardanschluss von jedem dies beantragenden Haushaltskunden vornehmen.

Demzufolge kann ein Haushaltskunde keinen kostenlosen Anschluss fordern, wenn die Anschlussarbeiten vor dem 15. März 2004 ausgeführt UND in Rechnung gestellt worden sind. Im Gegensatz dazu bleibt das Recht auf einen kostenlosen Anschluss erhalten, wenn ein einziger dieser Vorgänge schon nach dem 15. März 2004 stattgefunden hat.

2. Ein kostenloser Anschluss wird gewährt, wenn folgenden Bedingungen genügt wird :

- der Anschluss betrifft einen Haushaltskunden;
 - der Anschluss entspricht der Definition des Standardanschlusses, die in Artikel 50 der technischen Regelung für die Verwaltung der Gasversorgungsnetze und den Zugang zu diesen Netzen steht.

3. In Artikel 2, 18° des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird ein Haushaltskunde als Kunde definiert, dessen Gasverbrauch hauptsächlich für den Haushalt bestimmt ist.

Daher entspricht es nicht der Gesetzgebung, wenn der Vorteil des kostenlosen Anschlusses nur für Anträge auf Standardgasanschluss, die Einfamilienhäuser betreffen, gewährt wird. Die Gebäude, in denen mehrere Standardgasanschlüsse, die der Definition des Artikels 50 der technischen Regelung entsprechen, installiert werden, sind auch betroffen. In diesem Fall wird Grundsatz 4 angewandt (Gemeinschaftsanschluss mit mehreren individuellen Anschlüssen).

Es ist von wenig Bedeutung, dass eine einzige Person einen einzigen Antrag für die Gesamtheit dieser Anschlüsse einreicht. Der Antragsteller muss außerdem nicht unbedingt an der Anschrift des durch den Antrag betroffenen Gebäudes wohnhaft sein.

4. Wenn der Anschlussantrag mehrere Haushaltskunden betrifft, stellt das Ganze keinen Antrag auf individuellen Anschluss im Sinne des Artikels 25 des Erlasses VÖD Gas, sondern einen mit mehreren individuellen Anschlüssen verbundenen Gemeinschaftsanschluss dar, der Gegenstand einer Bewertung als Netzerweiterung gemäß Artikel 2 desselben Erlasses (Schema Nr. 1 der Anlage) ist.

Die Kosten für die Einrichtung des für die Netzerweiterung notwendigen Gemeinschaftsanschlusses gehen also zu Lasten des Betreibers des Versorgungsnetzes, wenn das ganze Anschlussprojekt einen wirtschaftlich begründeten Charakter im Sinne der Artikel 27 bis 31 des Erlasses VÖD Gas aufweist. Die Wirtschaftlichkeit des Gemeinschaftsanschlusses wird gemäß dem Ministerialerlass vom 14. Juni 2004 bezüglich der Wirtschaftlichkeitsrechnungen der Gasnetzerweiterungen berechnet. Sollte sich das Projekt nicht als wirtschaftlich begründet erweisen, so könnte von dem/den Antragsteller(n) eine Beteiligung angefordert werden, um das Projekt gemäß Artikel 32, 3°, b, Absatz 4 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts rentabel zu machen.

Ab dem Gemeinschaftsanschluss ist jede individuelle Anschlussvorrichtung kostenlos, wenn sie den gesetzlichen Bedingungen genügt, um als kostenloser Standardgasanschluss (Verbrauch zu Haushaltszwecken, Entfernung von 8 Metern, Anschlusskapazität von höchstens 10 m³ pro Stunde, Druck zwischen 21 und 25 mbar) betrachtet zu werden. Diese Unentgeltlichkeit wird bei der Bewertung des oben erwähnten Charakters der begründeten Wirtschaftlichkeit berücksichtigt.

5. Keine Mindestgrenze in Bezug auf den Jahresverbrauch oder die Konfiguration der Innenanlage darf dem Kunden zur Gewährung der Unentgeltlichkeit auferlegt werden. Durch eine solche Anforderung würde man die Gewährung der Unentgeltlichkeit mit einer Bedingung verbinden, die in der Gesetzgebung nicht vorgesehen ist. Demzufolge gilt dieselbe Regelung für die Zentralheizung, die Konvektoren, den Küchenherd oder einen einfachen Brauchwassererwärmer.

Ebenso darf keine Mindestfrist für das Freischalten des Zählers festgesetzt werden. In Anwendung des Artikels 107 der technischen Regelung für die Verwaltung der Gasversorgungsnetze und den Zugang zu diesen Netzen darf jedoch der Netzbetreiber, nachdem er den Kunden vorher informiert und angehört hat, den Anschluss zu den Kosten des Kunden schließen oder Wartungskosten berechnen, wenn der Anschluss, ein Jahr lang nicht benutzt wurde. Gegebenenfalls muss der Versorgungsnetzbetreiber diese Bestimmungen in seiner Antwort auf den Anschlussantrag angeben.

6. Für einen Standardanschluss betrifft die Unentgeltlichkeit mindestens folgende Posten :

- das Ausheben des Grabens auf dem öffentlichen Gebiet;
- das Ausheben des Grabens auf dem privaten Gebiet, dort wo das Gelände los ist und keine Hindernisse aufweist;

- das Zuschütten des Grabens auf dem öffentlichen und dem privaten Gebiet;
- die Reparatur des Oberflächenbelags auf dem öffentlichen Gebiet;
- das Rohr und dessen Anlegen;
- folgendes Zubehör und dessen Anlegen: Abzweigungsschieber, Begrenzer, Druckregler, Zählvorrichtung, Außenkasten;
- das Durchdringen der Fassade und das Absperren mit Ausnahme der Multidienst-Schleife, wenn sie erforderlich ist;
- die Verbindung zur Anschlussstelle (auf Hauptleitung oder Gemeinschaftsanschluss);
- die Untersuchung für die Ausführung des Anschlusses;
- die Inbetriebsetzung der Anschlussstelle so wie in der technischen Regelung beschrieben.

7. In Anwendung des Artikels 25 des Erlasses VÖD Gas wird die Prüfung der Unentgeltlichkeit bei einer Entfernung von mehr als acht Metern zwischen der Netzanschlussstelle und der Zugangsstelle den Teil des Anschlusses von mindestens acht Metern betreffen, wobei die Entfernung ab der Zugangsstelle gemessen wird. Die Kosten für den zusätzlichen Teil, der notwendig ist, um den Anschluss zu der bestehenden Netzanschlussstelle oder zum Gemeinschaftsanschluss hin zu verlängern, können zu Lasten des Kunden gehen (s. Schema Nr. 2 der Anlage).
Namur, den 6. Juli 2005

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage zum ministeriellen Rundschreiben vom 6. Juli 2005 bezüglich des kostenlosen
Standardanschlusses an das Erdgasversorgungsnetz

Schema Nr.1 - Gemeinschaftsanschluss.

Schema Nr. 2 - Anschluss > 8 Meter.

Gesehen, um dem ministeriellen Rundschreiben vom 6. Juli 2005 bezüglich des kostenlosen Standardanschlusses an das Erdgasversorgungsnetz beigefügt zu werden

Namur, den 6. Juli 2005.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2005/202101]

6 JULI 2005. — Ministeriële omzendbrief betreffende de kosteloze standaardaansluiting op het aardgasdistributienet

Inleiding

Artikel 32 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt legt de distributienetbeheerders openbare dienstverplichtingen op, waaronder de verplichting tot kosteloze standaardaansluiting voor elke residentiële afnemer op verzoek van een leverancier die kan bewijzen dat hij een leveringscontract met die afnemer heeft. Onder standaardaansluiting wordt verstaan de verbindingsleiding, beperkt tot 8 meter vanaf het net, tussen de hoofdleiding en de binneninstallatie van de afnemer, zoals omschreven in het technisch reglement (artikel 32, 3^o, c)

Deze bepaling werd uitgevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 (hierna "gasbesluit OSP" genoemd) betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt. Het gasbesluit OSP is in werking getreden op 15 maart 2004.

Artikel 24 van dat besluit bepaalt het volgende: "Het aansluitingswerk dat bestemd is om één toegangspunt te bevoorraden, omvat de individuele aansluiting op het distributienet, eventueel via een collectieve aansluiting, en de meetapparatuur".

Artikel 25 van het gasbesluit OSP voegt daar het volgende aan toe: "De netbeheerder beantwoordt elke aanvraag tot individuele aansluiting binnen tien dagen wanneer de afnemer zich in een gasdistributiezone bevindt. Onverminderd artikel 32, 3^o, c, van het decreet en overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement geeft de beheerder de afnemers binnen bovenbedoeld tijdstip kennis van de financiële en technische voorwaarden van de aansluiting, alsook van de termijnen voor de verwezenlijking van de aansluiting.

Voor een individuele aansluiting draagt de afnemer enkel de kosten voor het deel van de individuele aansluiting dat eventueel noodzakelijk is ter aanvulling van de standaardaansluiting op het net".

Artikel 50 van het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2004 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang daartoe, bepaalt het volgende: "De in artikel 32, 3^o, c, van het decreet bedoelde standaardaansluiting stemt overeen met de volledige aanleg van een aansluitingswerk dat voldoet aan volgende voorwaarden:

1. de afstand tussen het aangevraagde toegangspunt van de netgebruiker en het aansluitingspunt is gelijk aan maximum 8 meter;

2. het aangevraagde aansluitingsvermogen is lager of gelijk aan $10 \text{ m}^3(n)/u.$;

3. de aangevraagde leveringsdruk is begrepen tussen 21 en 25 mbar."

Om een antwoord te geven op verschillende vragen betreffende de praktische toepassing van bovenvermelde wetbepalingen, dient men de principes die op de standaardgasaansluiting van toepassing zijn in herinnering te brengen, rekening houdende met de van kracht zijnde wetgeving.

Deze omzendbrief wordt aangenomen op voorstel van de "CwaPE" (Waalse energiecommissie) (CD-5d26-CWAPE-093 van 21 april 2005).

Principes van toepassing op de kosteloze standaardaansluiting

1. Sinds 15 maart 2004, datum waarop het besluit van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen in werking getreden is, zijn de beheerders van de gasdistributienetten verplicht over te gaan tot de kosteloze standaardaansluiting van elke residentiële afnemer die erom verzoekt.

Bijgevolg kan een residentiële afnemer geen aanspraak maken op een kosteloze standaardaansluiting als de aansluitingswerken uitgevoerd en gefactureerd werden vóór 15 maart 2004. Daarentegen wordt de kosteloze aansluiting toegekend als één van beide fasen na 15 maart 2004 heeft plaatsgevonden.

2. De kosteloze aansluiting wordt toegekend als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de aansluiting betreft een residentiële afnemer;
- de aansluiting voldoet aan de omschrijving van de standaardaansluiting bedoeld in artikel 50 van het technisch reglement voor het beheer van het gasdistributienet en de toegang ertoe.

3. Artikel 2, 18°, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt bepaalt dat een residentiële afnemer een afnemer is van wie het gasverbruik voornamelijk voor huishoudelijk gebruik bestemd is.

Het voordeel van de kosteloze aansluiting beperken tot de aanvragen van standaardgasaansluitingen in eengezinswoningen strookt dan ook niet met de wetgeving. Het betreft eveneens gebouwen waar verschillende standaardgasaansluitingen aangebracht worden die aan de omschrijving van artikel 50 van het technisch reglement voldoen. In dit geval wordt principe 4 toegepast (collectieve aansluiting, verbonden met verschillende individuele aansluitingen).

Het doet weinig terzake of één enkele persoon één enkele aanvraag indient voor het geheel van deze aansluitingen. De aanvrager moet immers niet woonachtig zijn in het gebouw waarop de aanvraag betrekking heeft.

4. Wanneer de aansluitingsaanvraag meer residentiële afnemers betreft, vormt het geheel geen aanvraag tot individuele aansluiting in de zin van artikel 25 van het gasbesluit OSP maar een collectieve aansluiting verbonden met verschillende individuele aansluitingen die het voorwerp uitmaakt van een evaluatie als netuitbreiding, overeenkomstig artikel 2 van hetzelfde besluit (schema nr. 1 van de bijlage)

De kosten voor de uitvoering van de collectieve aansluiting die noodzakelijk is voor de netuitbreiding, zijn dus voor rekening van de distributienetbeheerder als het aansluitingsproject in zijn geheel economisch verantwoord is in de zin van de artikelen 27 tot 31 van het gasbesluit OSP. De rentabiliteit van de collectieve aansluiting wordt berekend overeenkomstig het ministerieel besluit van 14 juni 2004 betreffende de berekeningen van de rentabiliteit van de gasnetuitbreidingen. Als het project niet geacht wordt economisch verantwoord te zijn, kan (kunnen) de aanvrager(s) om een bijdrage verzocht worden om het project renderend te maken krachtens artikel 32, 3°, b., vierde lid, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

Vanaf het begin van de collectieve aansluiting bestaat er een recht op kosteloosheid voor elk individueel aansluitingswerk dat voldoet aan de wettelijke voorwaarden om als kosteloze standaardgasaansluiting beschouwd te worden (huishoudelijk verbruik, 8 meter afstand, aansluitingsvermogen van 10 m³/u. of minder, druk tussen 21 en 25 mbar). De kosteloosheid wordt in overweging genomen bij de evaluatie van het economisch gerechtvaardigd karakter waarvan sprake hierboven.

5. De afnemer moet de kosteloosheid kunnen genieten zonder gehouden te worden aan een jaarlijks minimaal verbruik of aan de configuratie van de binneninstallatie. Dergelijke vereiste zou neerkomen op het toevoegen van een bijkomende voorwaarde om de kosteloosheid te genieten terwijl de wetgeving daar niet in voorziet. Bijgevolg vallen centrale verwarmingen, convectoren, keukenfornuizen of gewone warmwatertoestellen onder hetzelfde stelsel.

Er mag ook geen minimumtermijn worden vastgelegd voor de opening van een gasmeter. Overeenkomstig artikel 107 van het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang ertoe, mag de netbeheerder, na de afnemer te hebben verwittigd en gehoord, de aansluiting op kosten van de afnemer verwijderen of onderhoudskosten factureren voor een aansluiting die een jaar lang niet meer gebruikt wordt. De distributienetbeheerder moet desgevallend gewag maken van die bepalingen in zijn antwoord op de aansluitingsaanvraag.

6. Voor een standaardaansluiting heeft de kosteloosheid hoe dan ook betrekking op :

- het graven van een greppel op het openbaar domein;
- het graven van de greppel op het privaat domein waar de grond los is en geen hindernis vormt;
- de ophoging van de greppel op het openbaar en privaat domein;
- het herstel van het wegdek op het openbaar domein;
- de leiding en de aanleg ervan;
- volgend toebehoren en de montage ervan : afleidingsafsluiters, begrenzers, ontspanners, meetvoorziening, buitenkast;
- het doorboren en dichten van de gevel, met uitzondering van de multiservices ring indien vereist;
- de verbinding met het aansluitingspunt (op hoofdleiding of collectieve aansluiting);
- de studie ter uitvoering van de aansluiting;
- de indienststelling van het toegangspunt, zoals omschreven in het technisch reglement.

7. Als de afstand tussen het punt van aansluiting op het net en het toegangspunt acht meter overschrijdt, zal het onderzoek naar de kosteloosheid, overeenkomstig artikel 25 van het gasbesluit OSP, betrekking hebben op het deel van de aansluiting dat minstens acht meter bedraagt, waarbij deze afstand vanaf het toegangspunt wordt berekend. De kosten voor het bijkomende deel van de aansluiting dat nodig is om de aftakking te verlengen naar het punt van aansluiting op het bestaande net of op de collectieve aansluiting kunnen de afnemer aangerekend worden (zie schema nr.2 van de bijlage).

Namen, 6 juli 2005.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

**Bijlage bij de ministeriële omzendbrief van 6 juli 2005
betreffende de kosteloze standaardaansluiting op het aardgasdistributienet**

Schema nr. 1 - Collectieve aansluiting.

Schema nr. 2 - Aansluiting > 8 meter.

Gezien om gevoegd te worden bij de ministeriële omzendbrief van 6 juli 2005 betreffende de kosteloze standaardaansluiting op het aardgasdistributienet

Namen, 6 juli 2005.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2005/202103]

Commission consultative relative aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial. — Appel aux candidatures

1. Base réglementaire

Le décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales institue en son chapitre IX une Commission consultative relative aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial.

L'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret précité précise, en son chapitre XI, le fonctionnement de cette Commission.

Le décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs.

Il convient de mettre en place la Commission consultative en faisant appel aux candidatures, conformément aux dispositions qui suivent.

2. Mission

La Commission est un organe chargé de donner des avis au Gouvernement wallon dans les matières suivantes :

- l'octroi d'agrément aux institutions demanderesse;
- la réduction ou le retrait d'agrément;
- l'octroi d'autorisation provisoire aux institutions demanderesse;
- la suspension, la réduction ou le retrait d'autorisation provisoire;
- l'octroi des subventions aux institutions disposant d'un titre de fonctionnement;
- la réduction ou la suppression des subventions aux institutions disposant d'un titre de fonctionnement;
- sur toute matière relevant du décret précité.

3. Composition

Outre les représentants du Gouvernement wallon et de l'Administration, la Commission est composée comme suit :

1. six représentants des maisons d'accueil, choisis sur présentation des fédérations représentatives du secteur;
2. un représentant des maisons de vie communautaire;
3. un représentant des abris de nuit;
4. un représentant des maisons d'hébergement de type familial;
5. trois travailleurs du secteur des maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et abris de nuit, choisis sur présentation des organisations représentatives des travailleurs;
6. quatre personnes, choisies en raison de leurs compétences particulières en matière d'insertion sociale, dont :
 - a) un travailleur social de centre public d'aide sociale;
 - b) un travailleur social du secteur associatif;
 - c) deux experts universitaires;
7. un représentant de la Fédération des centres publics d'aide sociale;
8. un représentant du secteur de l'Aide à la Jeunesse.

4. Modalité de désignation des membres

Les membres sont désignés par le Gouvernement pour une période de quatre ans.

Les mandats sont renouvelables.

Sur proposition de la Commission, le Gouvernement désigne le président et le vice-président parmi les membres visés aux points 1° à 6°.

Le Gouvernement peut désigner également, pour chaque membre effectif, un suppléant.

5. Modalité de défraiement

La participation aux séances de la Commission ou du bureau donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

- 1° président : 50 EUR;
- 2° vice-président : 30 EUR;
- 3° autres membres : 25 EUR.

Les membres de la Commission ou du bureau bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions suivantes :

1. ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels;
2. ceux qui utilisent leur véhicule personnel ou leur bicyclette ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicables aux fonctionnaires de la Région wallonne.

La Région wallonne n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

6. Introduction des candidatures

Les candidatures doivent être communiquées, par recommandé, à l'adresse suivante :

A l'attention de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,